L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 JUILLET 1868. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT,
IMPRIMEURS-EDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18, par semaine, 40c, par trimestre, $6
Publication commence, se ouvre.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6 | par semaine, 20c.

EDITION D'ABONNEMENT.
Paraissant le Jeudi:
Par an, $3 | par semaine, 10c.

Les annonces insérées dans plusieurs tons de vite dan... ou dans toutes les éditions du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces insérées pour la période de 3 mois seront payées $3 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, pendant un temps indéterminé, seront payées $1 le carré pour chaque insertion.

Les annonces insérées régulièrement et envoyées par abonnés, ou les petits indigents et étrangers pour les affaires de leurs familles, seront insérées gratuitement.

Les annonces étrangères qu'il sera convenu de publier pour un temps déterminé, seront exemptes de droits pour leur durée.

Toutes les réclames d'entreprises d'affaires paieront 20 cents pour la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces insérées doivent être payées d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les annonces des personnes faisant régulièrement de la publicité leur sont envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 30 JUILLET.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeur pour l'Etat en général:
EX-GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
du Comté Fidèle.

Electeur:
MAJOR GARRETT,
du Comté Ida.

Electeurs de District:

1er District Congressionnel	A. SAMBOLA,	
2me "	M. R. BRADY,	
3me "	A. E. HERON,	
4me "	L. DEBLANC,	
5me "	R. D. COLEMAN	

Remplaçants:

1er District Congressionnel	T. F. SHERBURNE,	
2me "	GEO. W. RACE,	
3me "	J. H. EUSTABADI,	
4me "	E. N. CULLUM,	
5me "	W. F. BLACKMAR,	
	J. H. BRIGHAM.	

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par Thomas & Co., à 10 heures, à leur salle d'encan, Vente spéciale à trois mois de crédit, de 200 pièces de drap français, de castorin, d'étoffes, castor, whitney, moscovite, fin, et tricots.

Par E. Kaye & Co., à leur salle d'encan—250 caisses de bottes, souliers et brodequins, 100 douzaines chemises pour hommes et enfants.

Par J. de Pirtle, à 11 heures, à sa salle d'encan—Une magnifique maison de 7 pièces, avec un lot d'arpent, de construite et de quatrième de Rom, du blanc et du rouge.

Par Hochstein, Kreé & Co, à leur salle de vente, rue du Camp—Marchandises générales de saison. Et aux acutions de F. Ickar, rue Gravier—magnifiques chevaux, mulets, roches hâtières, buggies, &c.

Par Hollmad, Starks & Co, au No 25 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et mêlées, lingerie de messieurs et chaussures.

Par Hale, Bisbee & Co, au No 21 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et " actions ", chaussures.

Les Abonnés vus considérés et absents à l'Hôtel Mercure Tremblé, 29 Vieilles-Rues.

Assez ces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Nous nous sommes compte demain de la distribution des prix qui a eu lieu hier soir au Collége de l'Immaculée Conception, ainsi que de la soirée musicale et littéraire donnée au Foyer de l'Opéra par les élèves de l'Institut St-Charles.

Un nouveau mode d'élection.

Nos dépêches d'hier contenaient le paragraphe suivant extrait du *Star* de Washington :

" Les membres du Sud au Congrès dans ces derniers jours ont, en conférence avec les républicains d'ici, décidé qu'il vaut mieux que les électeurs présidentiels, dans les Etats réorganisés, soient choisis par leurs législatures respectives, de la même manière que dans la Caroline du Sud. Cela, soutient-on, dissipera toutes les craintes de troubles et de fraudes, qu'on a pu concevoir.

On pense que ces vues seront adoptées par les Législatures qui ont le pouvoir de décider la question."

Voilà un paragraphe qui en dit plus qu'il n'est gros.

Nous pouvons bien aussi d'apprendre que les soi-disant représentants du Sud à Washington ont assez de perspicacité pour comprendre que les candidatures présidentielles radicales n'ont aucune chance d'être ratifiées dans le Sud par le scrutin populaire. C'est là un axiom catégorique qu'il est bon d'enregistrer. Les carpet-baggers et leurs compères savent fort bien qu'ils n'ont chance le pouvoir que par surprise, et ils savent bien que ce pouvoir leur échapperait à la première élection loyalement tenue, qu'ils s'ingénient à faire tomber un arsenal de lois pour prévenir ce résultat. Les canons des soi-disant mandataires du Sud à Washington n'a pensé qu'il n'en couterait pas beaucoup plus aux législatures complaisantes de leurs Etats respectifs, de voter une loi additionnelle pour assurer l'élection présidentielle. De là la recommandation ci-dessus plus haut.

Les républicains ont la majorité dans presque toutes les Législatures du Sud : aussi, voyant que les chances d'embauchage du peuple à s'éloigner d'eux, et convaincus que la majorité leur fera défaut au scrutin populaire, ils ne trouvent rien de mieux que de faire élire les électeurs présidentiels par les Législatures.

Avec une hypocrisie qui met le comble à leur impudence, ils invoquent l'exemple de la Caroline du Sud, qui est le seul des Etats de l'Union où ce mode de nomination des électeurs ait jamais été usité. Il est bien vrai que l'article 2 de la Constitution des Etats-Unis porte que "chaque Etat nommera, *suivant le mode qui aura prescrit par sa Législature*, un nombre d'électeurs, &c.", et que la Caroline du Sud avait adopté le mode de faire nommer les électeurs par sa Législature. Mais ce a toujours signifié à cet Etat cette interprétation qui la Constitution. Interprétation qui est contraire à l'esprit, et pour être même à la lettre de la clause dont il s'agit. Le texte dit, en effet, "chaque Etat nommera," et de la Législature n'est pas l'Etat. On pourrait prétendre avec les mêmes raisons que la Législature peut donner le gouvernement de l'Etat au premier citoyen venu, ou bien encore le pouvoir de choisir les électeurs présidentiels, ce qui serait une singulière perversion de la doctrine de la souveraineté populaire.

A un autre point de vue, il y aurait quelques chose de profondément immoral et inique à voir une Législature changer le mode actuel de nomination des électeurs pour s'attribuer le droit de les choisir.

Les membres de cette Législature n'ont pas été élus en vue de l'élection présidentielle, et, en s'arrogeant les pouvoirs qui ne leur ont pas été délégués par le peuple, ils commettraient un véritable escamotage de la souveraineté populaire. S'ils changeaient la loi actuelle et s'ils se décidaient à adopter la mesure proposée, ils devraient, suivant tous les principes parlementaires, en retarder l'application jusqu'après l'élection, d'une nouvelle Législature pouvant par le peuple avec connaissance de cause. Mais les principes et l'équité sont le moindre souci de nos radicaux et nous ne devrons pas nous étonner de les voir suivre aveuglément le conseil qui leur est adressé de Washington et enlever au peuple de la Louisiane le droit de participer à l'élection présidentielle. Rien n'est à avoir ce que pensera le peuple du Nord de ce nouveau tour de passe-passe de nos prestidigitateurs politiques. Nous doutons qu'il pousse la patience jusqu'à laisser l'élection présidentielle à la merci des carpet-baggers.

EXCURSION A BON MARCHE.—Nous appelons l'attention des personnes désireuses de faire une excursion à bon marché sur l'agréable et rapide chemin de fer de Jackson. On peut obtenir des billets d'aller et retour à moitié prix pour Lafayette, avec faculté de visiter les fameuses Caves Mammouth de Kentucky, une des merveilles de Nouveau Monde, pour Lynchburg, avec faculté d'arrêter aux mêmes prix Lexington, aux sources de Tolka, à Knoxville, à Bristol, etc. Les billets complets pour l'excursion ne coûte et que $45 50. Voir l'annonce ou s'adresser au bureau rue du Camp, sous le City Hotel pour plus amples renseignements.

La Loi sur les Impressions Publiques.

Voici le texte des principales clauses de la loi récemment votée par la Législature et déjà mise en vigueur par un avis du gouverneur adressé au maire, au shérif et au greffier des Cours d'avoir à envoyer leurs publications et annonces au journal *The Republican*, choisi par le triumvirat comme journal officiel.

UN ACTE RELATIF AUX IMPRESSIONS PUBLIQUES.

Section I. *Il est décrété &c.* : Que le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, et le président de la Chambre des Représentants, ou une majorité d'entre eux, sont autorisés à et chargés de *faire un contrat* avec telle personne qu'ils jugeront convenable *dans l'intérêt de l'Etat* pour faire et exécuter toutes les impressions et publications de quelque nature que ce soit et si nécessaires pour l'usage des deux Chambres de l'Assemblée générale, pour les départements exécutifs de l'Etat et pour la Cour Suprême. Ladite personne s'engageant à faire et à exécuter lesdites impressions ainsi qu'il est prescrit par cet acte, sera, pour les désignations à y faire, appelé Imprimeur d'Etat, et la durée, les dispositions et conditions du contrat fait avec lui seront comme il est ci-après établi. Le journal dans lequel il publiera le compte rendu journalier des deux Chambres de l'Assemblée générale, les lois de l'Etat et autres matières officielles comme il est ci-après prescrit, sera reconnu et désigné comme le journal officiel de l'Etat.

Sec. 2. Ce dit contrat sera conclu pour la durée de l'existence de la présente assemblée générale, et jusqu'à ce qu'un autre contrat soit conclu, comme il est stipulé dans cet acte ou ailleurs.

.....

(Les sections 3 à 8 sont relatives aux fonctions de l'imprimeur d'Etat et n'offrent pas d'intérêt.)

Sec. 9. L'imprimeur d'Etat recevra $16 00 pour chaque jour de journal travaillé, et le secrétaire d'Etat, comme il est dit dans la section précédente.

Sec. 10. Toutes les impressions pour l'Etat ou pour tous les départements du gouvernement d'Etat, ou pour la Cour Suprême, ou pour la corporation de la Nouvelle-Orléans, seront faites par l'imprimeur d'Etat, qui les exécutera suivant les spécifications, et aux prix établis dans les items suivants :

(Nous passons les détails des prix d'imprimerie qui n'offrent pas de signification pour nos lecteurs, ils sont calculés de façon à donner un très gros bénéfice à l'imprimeur.)

Item septième. Pour toutes les matières publiées dans le journal officiel conformément aux dispositions de cet acte, l'imprimeur d'Etat aura droit à un dollar par carré pour chaque insertion. Un carré se composera d'un espace de dix lignes d'agate solides.

.....

Sec. 11. En outre des autres devoirs qui sont ici imposés à l'imprimeur d'Etat, il *sera requis* de publier dans son journal officiel toutes les annonces judiciales de la nature de celles de publication dans la Paroisse d'Orléans, y compris les ventes de shérifs et de constables, les avis d'élection, les avis de succession et toutes les procédures et les ordres de cour dont la publication peut être ordonnée dans la dite paroisse, soit en anglais soit en français soit dans les deux langues, aussi bien que les annonces municipales de toute nature de la corporation de la ville de la Nouvelle-Orléans, que ces annonces soient ordonnées par une loi de l'Etat, par une ordonnance du Conseil municipal, ou par un officier ou un département du gouvernement de la ville. En toutes ces publications ou annonces, qu'elles soient particulières ou municipales, seront complétement nulles à moins qu'elles ne soient ainsi publiées dans le journal officiel. Pourvu que les annonces de la ville de la Nouvelle-Orléans paieront être publiées dans deux ou plusieurs journaux additionnels, quand dans l'opinion du Conseil municipal, l'intérêt public demandera cette publication additionnelle. Et le shérif de la paroisse d'Orléans est autorisé à insérer les avis d'élection dans un ou plusieurs journaux en addition au journal officiel.

.....

Sec. 13. Il sera du devoir de l'imprimeur d'Etat d'exécuter toutes les impressions de toute nature pour lesquelles la ville de la Nouvelle-Orléans peut être débitée aux taux fixés par la section 10 de cet acte, et il sera payé de la manière prescrite dans la section précédente pour le paiement des annonces municipales.

Sec. 14. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur et le président de la Chambre des Représentants, ou une majorité d'entre eux, choisiront aussi tels autres journaux de la paroisse d'Orléans qu'ils jugeront convenable et nécessaire, et feront, chacun avec eux pour publier soit les lois de l'Etat, soit les comptes-rendus de l'Assemblée générale, ou les once et les autres matières auxquelles elles doivent être appropriés qui veulent le reproduire. Et aussi longtemps qu'il ait été parfaitement soigné chez elle et qu'elle fait ait donné toute sa tendresse. Les amis ces deux parts dans l'intervalle. Il nous semble que l'affaire ne peut avoir de résultat fâcheux, surtout pour le petit favori, aimé assez des deux côtés pour qu'il soit heureux en tout état de cause.

.....

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—La grand jury a prononcé hier un bill contre Joseph Coneliano pour le meurtre d'Eugène Pichaud, le 21 juin, au coin des rues Prieur et Peters. La difficulté est venue à la suite d'une scission.

Etim Allen, (c) a été convaincue d'avoir volé une chaîne d'or aux heures d'oreille valant $70, appartenant à Mme St Amant.

VOL DE CHAMBRE. — Mercredi soir, un voleur est entré dans la chambre de M. J. Emile Tradeau, rue Royale, près de la rue St-Louis, et a pris une petite somme d'argent avec un portefeuille contenant un billet de $69.87, un lot de lettres et des papiers auxquels M. Tradeau attache une haute valeur, mais qui n'ont aucune pour le voleur.

M. Tradeau déplore la restitution du portefeuille et des papiers, engage à ne faire aucune question à la personne qui les lui a remis, certain qu'on les lui remettrait par l'intermédiaire de la Poste ou du bureau de l'*Abeille*.

VOL.—La vieil établissement de Lopez, (maintenant McKenna) a été visité par des voleurs qui y ont pris $200 A... [illegible] Deux nègres ont été arrêtés. On suppose qu'ils avaient résolu à tirer de la poche de M. McKenna la grosse clé de [illegible], mais les moyens de laquelle ils ont pu entrer sans difficulté.

PRESQUE UN AUTRE ACCIDENT DE CHEMIN DE FER.—Hier soir, le train de Pontchartrain de 5 heures se mettait en mouvement lorsqu'une dame essayant d'entrer à bâtiè et est tombée contre le char ; mais elle a été heureusement retenue par quelqu'un qui l'a sauvée. Sans cette intervention, nous aurions eu à rapporter un accident pareil à celui qui a coûté la vie à Mme Knight, au même endroit et dans les mêmes circonstances.

NOUVELLES.—Le gouverneur a informé officiellement le maire Conway de l'adoption de bill des impressions et du contrat passé avec M. A. L. Lee, propriétaire du N. O. *Republican*, pour faire le travail. M. Conway est autorisé à prévenir qu'il doit faire exécuter toutes les impressions de la ville par le journal dûment constitué officiel, sous peine de nullité.

Il y a eu mardi soir, au quartier-général du parti démocrate, un meeting de gens de couleur conservateurs, [illegible] réagissant contre la [illegible] [illegible] [illegible]